

N°392
JANVIER
2023

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociables
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

11 MILLIARDS D'EUROS DE DÉPENSES VERTES ÉLIGIBLES EN 2023

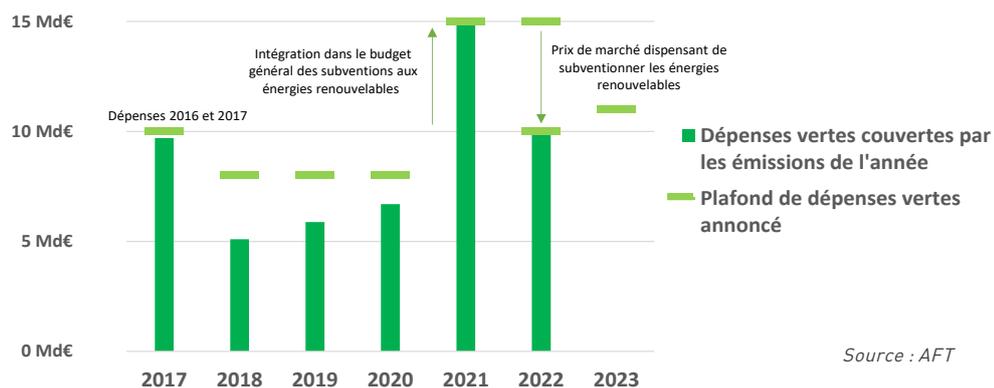
Le montant des dépenses vertes éligibles auxquelles seront adossées les émissions des obligations vertes de l'État s'élèvera à 11 milliards d'euros pour l'année 2023, un montant en augmentation de 1 milliard d'euros par rapport à 2022.

Les dépenses vertes éligibles pour 2023 incluent, pour l'essentiel, des dépenses budgétaires et fiscales qui seront réalisées cette année dans le cadre de la loi de finances 2023 votée par le Parlement. Elles correspondent aussi, pour une part plus restreinte, à des dépenses vertes éligibles réalisées en 2022 qui n'ont pas été adossées aux abondements des OAT vertes l'an passé et pourront donc l'être en 2023.

Chaque année, les obligations vertes de la France ciblent des dépenses de l'État qui permettent de lutter contre le changement climatique, contre la pollution et favorisent l'adaptation au changement climatique et la protection de la biodiversité. Elles reflètent les engagements pris par la France pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat de décembre 2015 et dans la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, ainsi que dans le Plan biodiversité du 4 juillet 2018.

Les fonds levés au moyen des OAT vertes sont gérés selon le principe d'universalité budgétaire et financent un montant équivalent de dépenses vertes éligibles. L'allocation de ces dépenses fait l'objet d'un suivi détaillé et d'un rapport publié chaque année, conformément aux engagements pris par l'AFT.

Graphique : Dépenses vertes éligibles adossées aux émissions d'OAT vertes



Le [document-cadre](#) qui formalise ces engagements a été élaboré lors du lancement de la première OAT verte, en janvier 2017. Le marché des obligations vertes s'étant considérablement développé depuis lors, les institutions européennes travaillent désormais à l'élaboration d'un label de référence en la matière : le standard européen d'obligations vertes (EU Green Bond Standard), lui-même adossé à la Taxonomie européenne des activités durables. Le [dernier rapport d'allocation des OAT Vertes](#) (août 2022) présentait des éléments d'analyse des dépenses vertes éligibles au prisme de la Taxonomie européenne. Dans le détail, ces travaux montrent notamment que certaines dépenses importantes pour un émetteur souverain, typiquement dans la recherche fondamentale en sciences du climat et de l'environnement, ne sont actuellement pas prises en compte par les actes délégués de la Taxonomie ; ils pointent aussi des enjeux de production et de collecte de données nécessaires pour déterminer précisément l'alignement de certaines dépenses de l'État avec la Taxonomie.

Aujourd'hui, l'encours total de la dette verte émise par la France, grâce à ses trois OAT vertes (l'OAT€i 2038, l'OAT 2039 et l'OAT 2044) est de 52 milliards d'euros, confortant ainsi la France dans son positionnement de premier émetteur souverain sur le marché de la finance verte.

2022 a été une année assez sombre pour les économies européennes ...

2022 restera une année assez sombre pour l'économie européenne. L'éclatement de la guerre au premier trimestre 2022 a provoqué une forte accélération des prévisions d'inflation qui étaient déjà en hausse. Les perspectives de croissance ont été revues à la baisse, car la flambée des prix de l'énergie a fait subir un énorme choc d'offre négatif à l'Europe, dont la quasi-totalité de son énergie est importée.

... mais pas autant qu'elle aurait pu l'être

Cependant, tout bien considéré, la situation n'a pas été aussi mauvaise qu'elle aurait pu l'être. Malgré une réduction considérable de l'offre russe, l'Union européenne a commencé l'hiver avec des réserves de gaz à pleine capacité, alors que la demande d'énergie a été réduite par la combinaison de prix plus élevés et d'un automne chaud. Bien que des risques subsistent, la perspective d'un rationnement du gaz industriel, et donc d'une récession plus marquée, s'est éloignée.

La consommation des ménages a été extrêmement résiliente...

Jusqu'au milieu de l'année 2022, la plupart des économies européennes ont été remarquablement résistantes. En dépit d'une inflation record dans de nombreux pays, la dépense des ménages a fortement contribué à la croissance. Un autre phénomène notable en Europe, à la différence des États-Unis, a été que la dynamique de cette dépense n'a pas entraîné une baisse des taux d'épargne. Au contraire, la résistance de la consommation était en partie due aux généreuses mesures de soutien fiscal et budgétaire et à des transferts publics. Le Royaume-Uni fait toutefois figure d'exception. Il a connu un épisode d'instabilité financière à la fin du mois de septembre et au début du mois d'octobre, lié à un budget de réduction des impôts au destin tragique. Les données du PIB britannique ont également été volatiles en raison des jours fériés supplémentaires (ou déplacés). Malgré tout, le Royaume-Uni est sans aucun doute entré en récession au troisième trimestre et nous ne pensons pas que la croissance reviendra avant le troisième trimestre 2023.

... mais la plupart des pays d'Europe occidentale risquent de rejoindre le Royaume-Uni dans la récession.

Malheureusement, la plupart des autres économies d'Europe occidentale ont probablement rejoint le Royaume-Uni en récession au quatrième trimestre, l'inflation rattrapant les consommateurs. Bien que l'inflation en zone euro ait reculé en novembre (pour la première fois depuis juin 2021), il est probable qu'elle reste juste sous la barre des 10% jusqu'à mars. Même si les prix de gros de l'énergie sont bien loin de leurs sommets de l'été, une grande partie des augmentations antérieures n'a pas encore été répercutée sur les consommateurs. L'inflation galopante des prix alimentaires est également préoccupante. De nombreuses mesures de soutien gouvernementales coûteuses devant être réduites ou supprimées en 2023, la réduction du pouvoir d'achat se poursuivra. Même en cas de ralentissement de l'inflation, les effets de la hausse des taux d'intérêts pèseront encore davantage sur les emprunteurs immobiliers et autres, y compris les entreprises.

La robustesse du marché du travail devrait contribuer à atténuer la récession...

Sur une note plus positive, la récession pourrait être modérée. Une demande résiliente en 2022 et un marché du travail relativement robuste (notamment grâce à la possibilité de recourir au chômage partiel) devraient limiter l'amplitude du ralentissement économique. Cependant, une hausse plus modeste du chômage pourrait signifier qu'il n'y a pas beaucoup de pression à la baisse sur les salaires, ce qui pourrait inquiéter les responsables politiques. Jusqu'à présent, les données sur la croissance des salaires ne sont pas concluantes. Les données rétrospectives sur la rémunération des salariés et les négociations salariales suggèrent que la croissance des salaires est restée peu dynamique. En revanche, des indicateurs plus récents sur les changements d'emploi montrent que la croissance salariale est plus élevée, en particulier au Royaume-Uni, où les métriques de croissance des salaires du secteur privé restent dans le rouge.

... avec une faible reprise en 2024, lorsque les effets du resserrement monétaire se feront pleinement sentir.

En 2024, nous observons une reprise terne, avec une croissance du PIB de la zone euro de seulement 0,8 % (contre 1,9 % prévu par la BCE). De notre point de vue, cette croissance en demi-teinte reflète en partie l'impact du resserrement de la politique monétaire, qui fonctionne avec des décalages longs et variables. En effet, sur la base des cycles de resserrement passés, les hausses de taux directeurs adoptées en 2022 pourraient avoir leur impact maximal sur le PIB aux alentours du début de 2024. En outre, la politique monétaire met également beaucoup de temps à faire baisser l'inflation et l'impact des hausses de taux, même assez importantes, peut être étonnamment limité.

Nous voyons une pression persistante à moyen terme sur l'inflation de base...

Ainsi, malgré le resserrement monétaire passé (et attendu), nous voyons l'inflation tomber à 2,6 % en glissement annuel dans la zone euro et à 3,2 % au Royaume-Uni d'ici la fin de 2024, ce qui reste bien supérieur à la cible aux objectifs. À moyen terme, nous voyons toujours une pression inflationniste considérable liée aux défis de l'offre, allant d'une démographie défavorable et de la transition climatique à la fin de l'"hypermondialisation" et aux nouvelles formes de protectionnisme. Alors que l'inflation commence à diminuer au courant de l'année 2023, il y a un risque que les banques centrales relâchent leurs efforts (voire réduisent leurs taux) trop tôt. Il existe également un risque que les gouvernements ne puissent pas réduire leurs mesures de relance budgétaire si les prix de l'énergie restent élevés, ce qui pourrait créer un conflit entre politique budgétaire et politique monétaire. En outre, les objectifs contradictoires des mandats des banques centrales pourraient les obliger à relâcher la pression : qu'il s'agisse de l'amplification de la récession ou de la gestion des poussées d'instabilité financière, il existe de nombreuses raisons pour lesquelles les banques centrales pourraient ne pas être en mesure de resserrer leur politique aussi rapidement qu'elles le devraient.

Anticipation des taux de la BCE

Bien que la BCE ait ralenti le rythme de ses hausses de taux en décembre, elle a adopté un ton très restrictif. Compte tenu de ce fait, de la résistance de la demande jusqu'au deuxième semestre 2022 et du fait que la récession devrait être modérée, nous ne pensons pas que la BCE fera une pause en février. Nous prévoyons maintenant des hausses de taux de 50 points de base en février et en mars, portant le taux de dépôt à 3,0 % au premier trimestre 2023 (plus tôt que nous ne le pensions), avant une longue pause. Notre vue sur les pressions inflationnistes sous-jacentes à moyen terme implique que nous n'envisageons aucune réduction des taux de la BCE en 2023 ou en 2024. Comme nous l'avons récemment prédit, la BCE prévoit également de commencer le resserrement quantitatif passif (QT) au premier trimestre 2023.

La Banque d'Angleterre (BoE) fera une pause en février, la BCE fera une pause en mars...

La BoE a commencé le QT passif au premier trimestre 2022 et les ventes actives en novembre (bien que plus tard que prévu initialement en raison de l'agitation du marché des *gilts*). Avec un QT actif en cours et une prévision d'inflation de la BoE qui ne nécessite pas un resserrement supplémentaire, nous ne prévoyons qu'une seule hausse de taux supplémentaire de 25 points de base en février. Cela signifierait que le taux d'escompte atteindrait un sommet bien en dessous du niveau prévu par le marché. Cependant, comme dans la zone euro, la persistance des pressions sous-jacentes signifie que des baisses de taux par la BoE sont improbables.

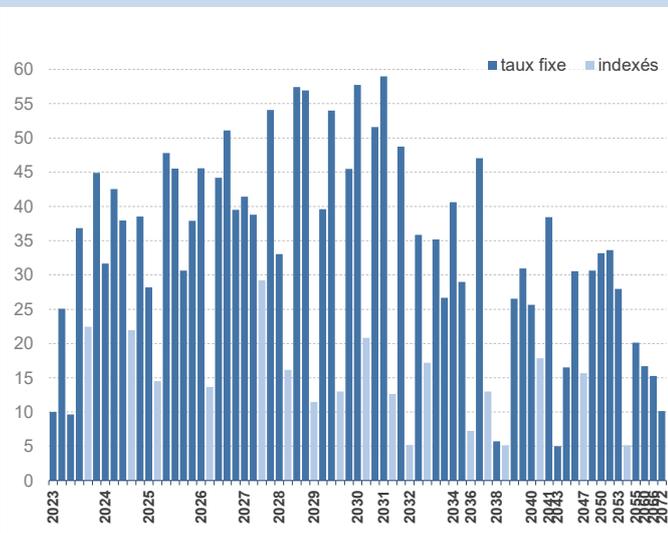
CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Février 2023	date d'adjudication	6	13	20	27	/	16	2	16
	date de règlement	8	15	22	01/03	/	20	6	20
Mars 2023	date d'adjudication	6	13	20	27	/	16	2	16
	date de règlement	8	15	22	29	/	20	6	20

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2022

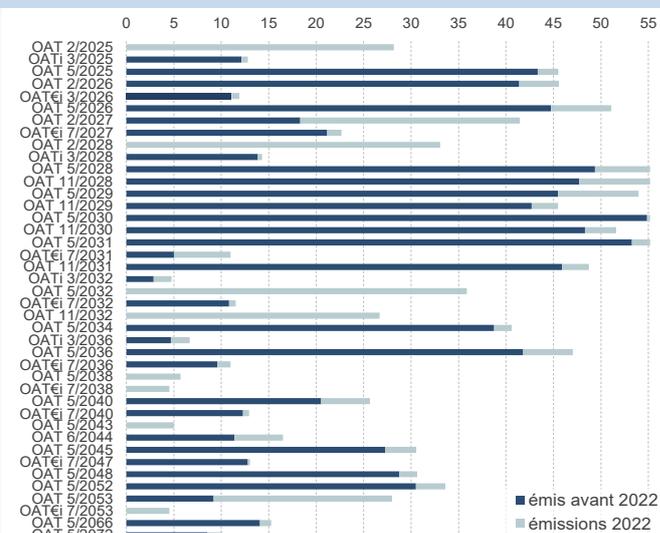
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 DÉCEMBRE 2022

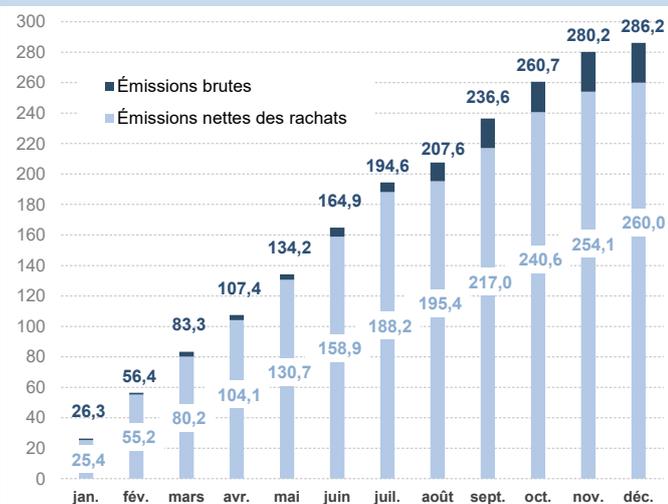
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 31 DÉCEMBRE 2022

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 DÉCEMBRE 2022

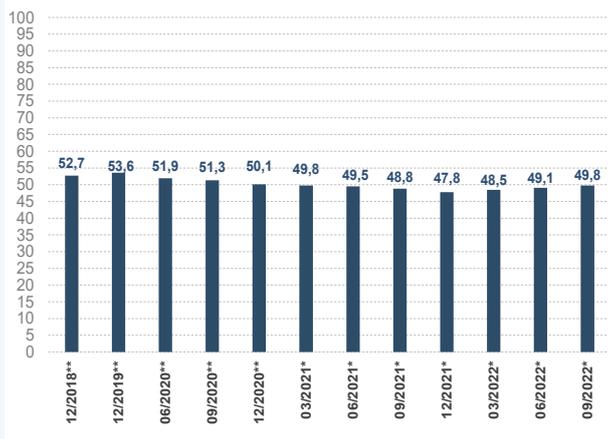
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
janv-23		
févr-23	0,2	10,0
mars-23	0,1	25,1
avr-23	9,1	9,6
mai-23	9,7	36,8
juin-23	0,6	
juil-23	2,6	23,1
août-23		
sept-23		
oct-23	8,3	44,9
nov-23	2,1	
déc-23		

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



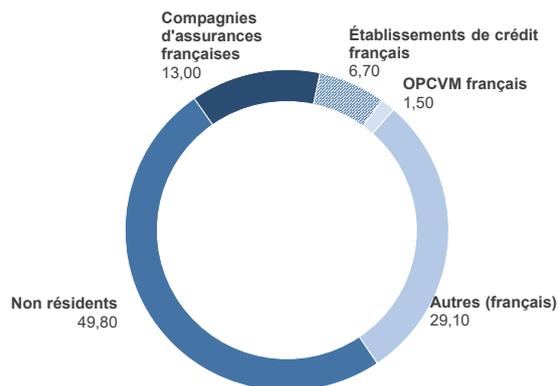
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2022

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	2 129 347 744 322
Encours démembré	54 997 600 700
Durée de vie moyenne	9 ans et 27 jours
Total dette à court terme	148 463 000 000
Durée de vie moyenne	108 jours
Encours total	2 277 810 744 322
Durée de vie moyenne	8 ans et 184 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2019 AU 31 DÉCEMBRE 2022

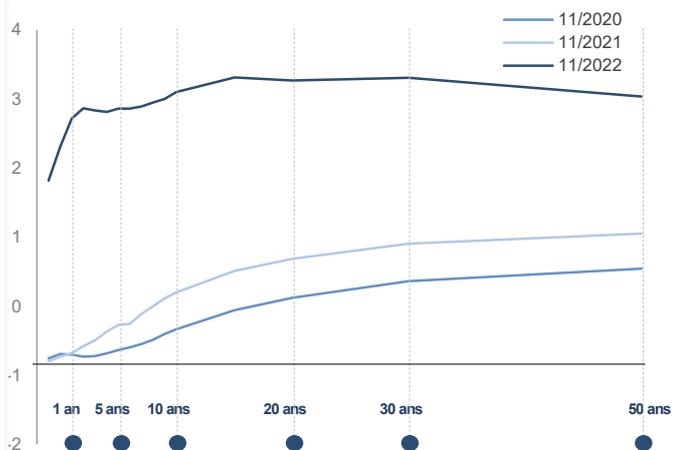
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2019	Fin 2020	Fin 2021	Fin nov 2022	Fin déc 2022
Encours de la dette négociable	1 823	2 001	2 145	2 247	2 278
<i>dont titres indexés</i>	226	220	236	259	262
Moyen et Long Terme	1 716	1 839	1 990	2 120	2 129
Court Terme	107	162	155	147	148
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	8 ans				
	63 jours	73 jours	153 jours	208 jours	184 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

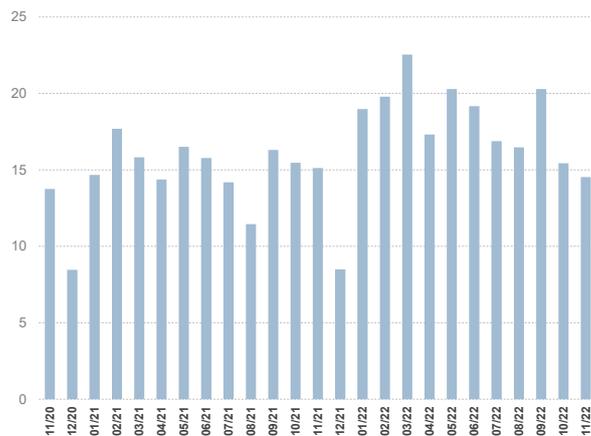
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

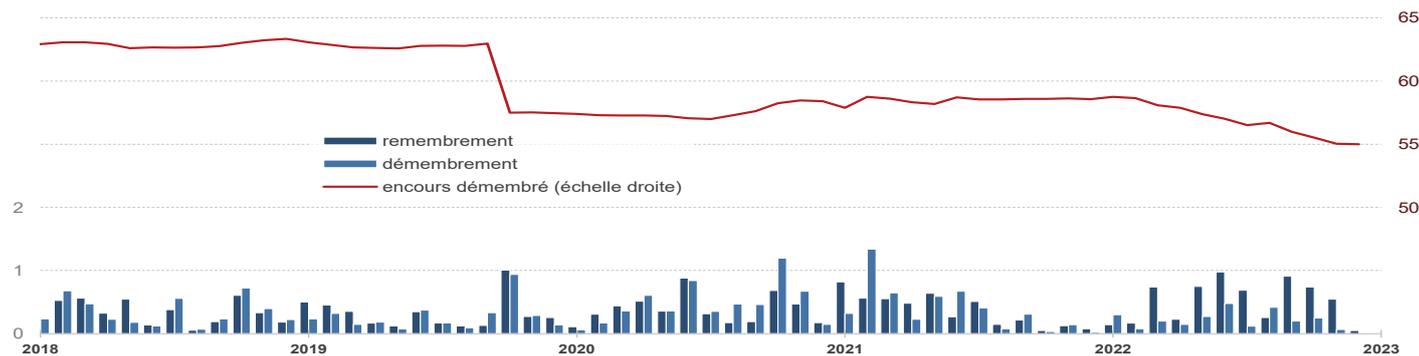
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBREMENT ET DE REMEMBREMENT

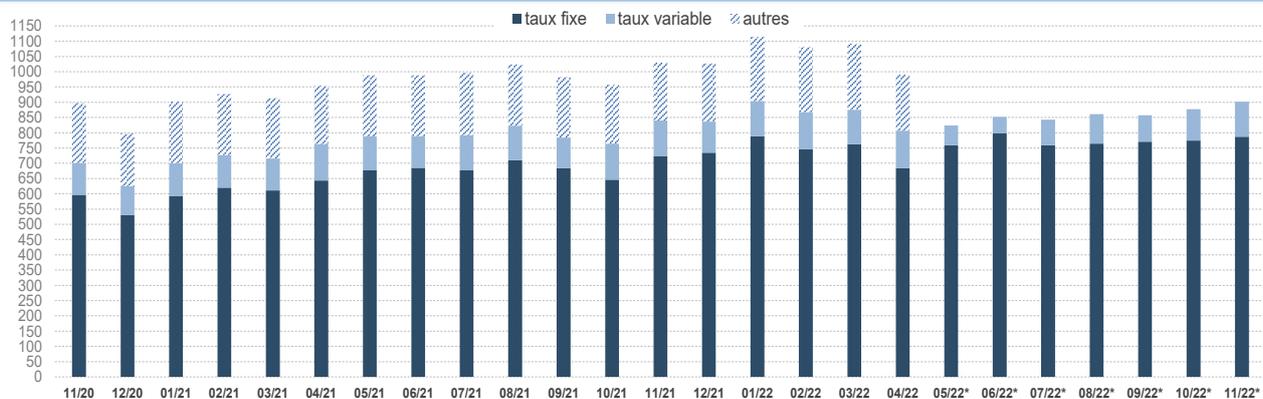
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



*Nouveau format de collecte de données reposant notamment sur des encours en valeur faciale

Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 31 DÉCEMBRE 2022

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0127034694	BTF 4 janvier 2023	15 137 000 000
FR0127316984	BTF 11 janvier 2023	7 436 000 000
FR0127462804	BTF 18 janvier 2023	5 856 000 000
FR0127034702	BTF 25 janvier 2023	5 965 000 000
FR0127462812	BTF 1 février 2023	5 851 000 000
FR0127316992	BTF 8 février 2023	5 960 000 000
FR0127462820	BTF 15 février 2023	6 296 000 000
FR0127034710	BTF 22 février 2023	6 905 000 000
FR0127462838	BTF 1 mars 2023	7 474 000 000
FR0127317008	BTF 8 mars 2023	6 938 000 000
FR0127462846	BTF 15 mars 2023	4 894 000 000
FR0127034728	BTF 22 mars 2023	5 544 000 000
FR0127462861	BTF 5 avril 2023	5 653 000 000
FR0127176370	BTF 19 avril 2023	5 589 000 000
FR0127462879	BTF 4 mai 2023	5 546 000 000
FR0127176388	BTF 17 mai 2023	4 721 000 000
FR0127176396	BTF 14 juin 2023	5 983 000 000
FR0127317016	BTF 12 juillet 2023	6 536 000 000
FR0127317024	BTF 9 août 2023	7 425 000 000
FR0127317032	BTF 6 septembre 2023	5 798 000 000
FR0127462895	BTF 4 octobre 2023	6 570 000 000
FR0127462903	BTF 1 novembre 2023	6 485 000 000
FR0127462911	BTF 29 novembre 2023	3 901 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2023 - 2025) AU 31 DÉCEMBRE 2022

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2023		148 890 182 143				
FR0013479102	OAT 0,00% 25 février 2023	10 009 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00% 25 mars 2023	25 050 500 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50% 25 avril 2023	9 641 695 903			4 988 738 300	
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	36 844 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10% 25 juillet 2023	22 426 986 240 (1)	1,24263	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	44 918 000 000			473 985 000	
Échéance 2024		172 627 289 520				
FR0014001N46	OAT 0,00% 25 février 2024	31 676 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00% 25 mars 2024	42 533 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	37 948 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	21 934 289 520 (1)	1,22408	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x
Échéance 2025		204 602 047 498				
FR0014007TY9	OAT 0,00% 25 février 2025	28 192 000 000			0	x
FR0012558310	OATi 0,10% 1 mars 2025	14 490 119 380 (1)	1,13266	12 793 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00% 25 mars 2025	47 814 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50% 25 mai 2025	45 530 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00% 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 778 264 400	
FR0012938116	OAT 1,00% 25 novembre 2025	37 922 000 000			0	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2026 ET PLUS) AU 31 DÉCEMBRE 2022

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2026		194 098 079 000				
FR0013508470	OAT 0,00% 25 février 2026	45 590 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10% 1 mars 2026	13 666 079 000 (1)	1,14841	11 900 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50% 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50% 25 mai 2026	51 113 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	39 527 000 000			0	x
Échéance 2027		163 562 421 940				
FR0014003513	OAT 0,00% 25 février 2027	41 446 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00% 25 mai 2027	38 814 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	29 203 421 940 (1)	1,28814	22 671 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	54 099 000 000			0	
Échéance 2028		163 657 239 311				
FR001400AIN5	OAT 0,75% 25 février 2028	33 065 000 000			0	x
FR0013238268	OATi 0,10% 1 mars 2028	16 179 057 160 (1)	1,13077	14 308 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	33 182 151 (2)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	57 437 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75% 25 novembre 2028	56 943 000 000			0	x
Échéance 2029		163 563 890 990				
FR0013410552	OAT€i 0,10% 1 mars 2029	11 478 243 690 (1)	1,15977	9 897 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50% 25 avril 2029	39 618 880 458			1 859 746 100	
FR0013407236	OAT 0,50% 25 mai 2029	53 980 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40% 25 juillet 2029	13 011 766 842 (1)	1,41661	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00% 25 novembre 2029	45 475 000 000			0	x
Échéance 2030		130 177 287 200				
FR0011883966	OAT 2,50% 25 mai 2030	57 749 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70% 25 juillet 2030	20 822 287 200 (1)	1,20835	17 232 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00% 25 novembre 2030	51 606 000 000			0	x
Échéance 2031		120 362 987 340				
FR0012993103	OAT 1,50% 25 mai 2031	58 987 000 000			52 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10% 25 juillet 2031	12 635 987 340 (1)	1,15019	10 986 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00% 25 novembre 2031	48 740 000 000			0	x
Échéance 2032		120 092 908 290				
FR0014003N51	OATi 0,10% 1 mars 2032	5 179 545 820 (1)	1,08677	4 766 000 000	0	x
FR0014007L00	OAT 0,00% 25 mai 2032	35 865 000 000			0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	17 173 039 870 (1)	1,48981	11 527 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	35 192 322 600			10 185 857 400	
FR001400BKZ3	OAT 2,00% 25 novembre 2032	26 683 000 000			0	x
Échéances 2034 et plus		547 713 411 090				
FR0013313582	OAT 1,25% 25 mai 2034	40 613 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	29 004 000 000			2 069 837 000	
FR0013524014	OATi 0,10% 1 mars 2036	7 235 531 050 (1)	1,08365	6 677 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	47 051 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10% 25 juillet 2036	13 013 386 200 (1)	1,18519	10 980 000 000	0	x
FR0014009O62	OAT 1,25% 25 mai 2038	5 710 000 000			0	x
FR001400AQH0	OAT€i 0,10% 25 juillet 2038	5 137 276 680 (1)	1,12932	4 549 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 614 641 400	
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	30 941 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50% 25 mai 2040	25 660 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80% 25 juillet 2040	17 842 537 160 (1)	1,38004	12 929 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50% 25 avril 2041	38 446 000 000			4 139 899 000	
FR001400CMX2	OAT 2,50% 25 mai 2043	5 000 000 000			0	x
FR001400JM6	OAT 0,50% 25 juin 2044	16 498 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	30 557 000 000			776 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10% 25 juillet 2047	15 666 791 280 (1)	1,20264	13 027 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00% 25 mai 2048	30 644 000 000			640 300 000	x
FR0013404969	OAT 1,50% 25 mai 2050	33 195 000 000			206 900 000	x
FR0013480613	OAT 0,75% 25 mai 2052	33 622 000 000			699 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75% 25 mai 2053	27 980 000 000			183 000 000	x
FR0014008181	OAT€i 0,10% 25 juillet 2053	5 133 888 720 (1)	1,12932	4 546 000 000	0	x
FR0010171975	OAT 4,00% 25 avril 2055	20 118 000 000			11 139 318 000	
FR0010870956	OAT 4,00% 25 avril 2060	16 696 000 000			8 877 704 100	
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	15 263 000 000			1 176 700 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50% 25 mai 2072	10 152 000 000			92 200 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[2] valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-0,1 %	11/2022
Consommation des ménages*, glissement annuel	-1,4 %	12/2022
Taux de chômage (BIT)	7,3 %	T3-2022
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	5,9 %	12/2022
• ensemble hors tabac	6,0 %	12/2022
Solde commercial, fab-fab, cvs	-13,8 Md€	11/2022
" "	-11,6 Md€	10/2022
Solde des transactions courantes, cvs	-6,8 Md€	11/2022
" "	-3,4 Md€	10/2022
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	2,79 %	31/1/2023
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	2,48 %	30/1/2023
Euro / dollar	1,08	31/1/2023
Euro / yen	141,65	31/1/2023

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

EN MILLIARDS D'EUROS

	2020	2021	niveau à la fin novembre		
			2020	2021	2022
Solde du budget général	-172,68	-171,52	-171,38	-175,13	-152,54
Recettes	282,69	324,95	238,95	272,13	308,57
Dépenses	455,37	496,47	410,33	447,26	461,10
Solde des comptes spéciaux du Trésor	-5,42	0,79	-5,65	-5,89	-6,78
Solde général d'exécution	-178,07	-170,73	-176,85	-181,02	-159,32

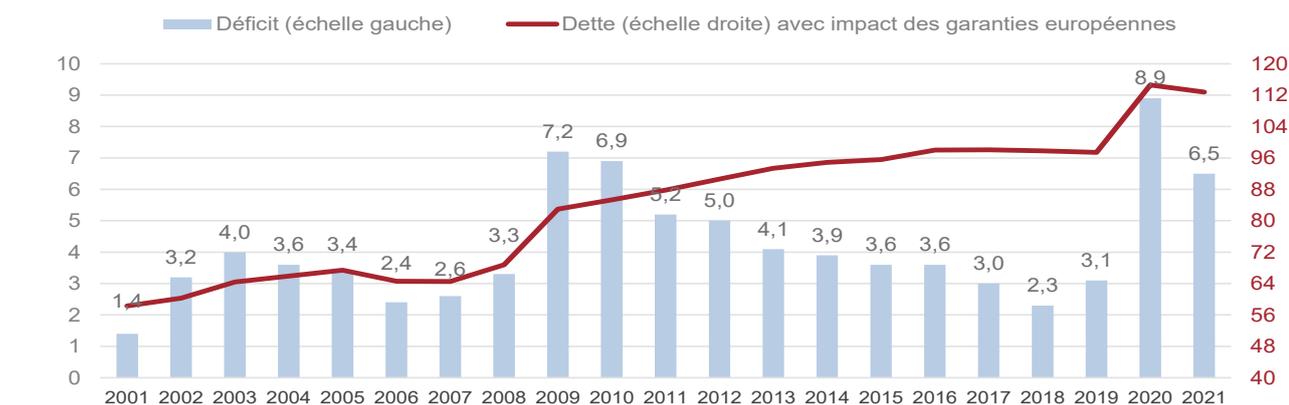
* produits manufacturés

Sources : Insee, MEFSIN, Banque de France

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

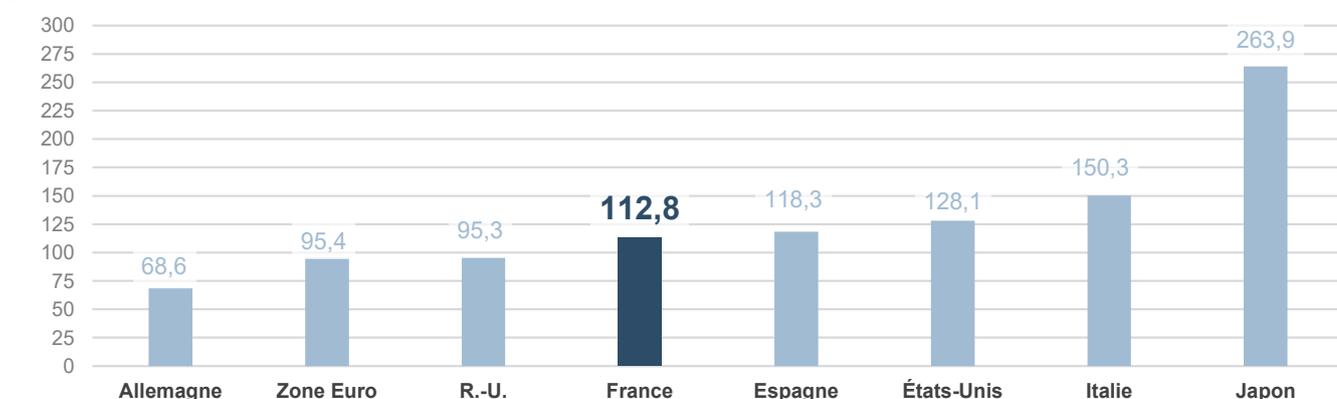
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2021

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

FEVRIER 2023 

1 Inflation de la zone euro (IPCH) : indice provisoire de janvier	3 Indice de la production industrielle en décembre	7 Balance des paiements en décembre	7 Commerce extérieur en valeur en décembre	7 Emploi salarié : première estimation	14 Taux de chômage au sens du BIT
15 Réserves nettes de change en janvier	17 Indice des prix à la consommation en janvier- résultats définitifs	22 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en février	23 Inflation de la zone euro (IPCH) : indice définitif de janvier	24 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en février	28 Comptes nationaux trimestriels : résultats définitifs
28 Dépenses de consommation des ménages en biens en janvier	28 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en janvier	28 Indice des prix à la consommation en février - résultats provisoires			

MARS 2023 

2 Inflation de la zone euro (IPCH) : indice provisoire de février	3 Indice de la production industrielle en janvier	9 Emploi salarié : résultats définitifs T1	10 Commerce extérieur en valeur en janvier	10 Balance des paiements en janvier	15 Indice des prix à la consommation en février- résultats définitifs
15 Réserves nettes de change en février	17 Inflation de la zone euro (IPCH) : indice définitif de février	28 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en mars	28 Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques	29 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en mars	31 Dépenses de consommation des ménages en biens en février
31 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en février	31 Indice des prix à la consommation en mars- résultats provisoires	31 Inflation de la zone euro (IPCH) : indice provisoire de mars			

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau
Rédaction : Agence France Trésor
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> •  

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole «© Agence France Trésor ».